Nations Unies E/2016/20

Conseil économique et social

Distr. générale
28 avril 2016
Français
Original : anglais

Session de 2016
24 juillet 2015-27 juillet 2016
Point 15 de l'ordre du jour
Coopération régionale

Résumé de l'étude sur la situation économique et sociale dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale en 2015-2016*

Note du Secrétaire-général

Le Secrétaire-général a l'honneur de communiquer ci-joint un résumé de l'étude sur la situation économique et sociale dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale en 2015-2016.

* Après que la Libye, le Maroc et la Tunisie furent devenus membres de la Commission en 2012, il a été décidé d'étendre le champ géographique de l'étude sur la situation économique et sociale dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale à tous les pays constituant la région arabe. Les groupements sous-régionaux suivants ont été retenus aux fins du résumé, sur la base d'une combinaison de facteurs comme le revenu par habitant, la proximité géographique et certaines similarités dans les caractéristiques et les situations économiques et sociales : pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar); pays du Machreq (Égypte, Iraq, Jordanie, Liban, État de Palestine et République arabe syrienne); pays du Maghreb (Algérie, Libye, Maroc et Tunisie); et pays arabes les moins avancés (Comores, Djibouti, Mauritanie, Somalie, Soudan et Yémen).

16-07030 (F) 170516 190516

Merci de recycler

Résumé de l'étude sur la situation économique et sociale dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale en 2015-2016

Résumé

On estime que le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de la région arabe a été en moyenne de 1,5 % en termes réels en 2015, soit le même qu'en 2014. Les économies des pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui avaient tiré la croissance de la région ces dernières années, ont connu en 2015 un ralentissement dû à la faible expansion de leur demande intérieure. La baisse des prix du pétrole depuis la mi-2014, conjuguée à d'autres facteurs contraires comme la propagation des conflits armés dans la région, a pesé sur les économies arabes. Outre la diminution de leurs recettes pétrolières à l'exportation et la baisse de l'indice de confiance des entreprises, les pays du Conseil de coopération du Golfe ont dû faire face aux incertitudes de leurs stratégies de diversification économique. Une série de réformes, parmi lesquelles des réformes du régime de subventions, témoigne du sérieux des efforts qu'ils ont déployés sur le plan des politiques pour absorber la baisse des prix du pétrole. Cette dernière n'a pas profité aux pays arabes importateurs d'énergie autant qu'ils auraient pu l'espérer. La facture de leurs importations a certes diminué, mais les recettes nominales à l'exportation de la plupart d'entre eux ont elles aussi diminué à cause de la baisse des prix unitaires des produits exportés entraînée par la faiblesse de la demande étrangère. À cela s'ajoute que plusieurs incidents de sécurité survenus dans la région ont eu un impact négatif sur le tourisme et les exportations de services. La balance des paiements s'est détériorée à des degrés divers dans les économies arabes. Si les pays du Conseil de coopération du Golfe ont pu faire face à la croissance de leur demande intérieure sans problèmes de balance des paiements, d'autres pays arabes, et en particulier l'Égypte, le Soudan, la République arabe syrienne, la Tunisie et le Yémen ont vu leur balance des paiements se dégrader considérablement. Dans ces pays, les contraintes de balance des paiements ont freiné l'expansion de la demande intérieure et entraîné une baisse du niveau de vie. Les conflits armés en Iraq, en Libye, en République arabe syrienne et au Yémen ont réduit un nombre important de travailleurs arabes au chômage à un moment où la stagnation des économies de la région ne permettait pas de créer suffisamment d'emplois. Il s'en est suivi que le nombre des réfugiés et des migrants qui ont traversé la Méditerranée en 2015 pour se rendre en Europe a atteint un niveau sans précédent. Le produit national brut de la région arabe devrait augmenter de 1,5 % en 2016. L'expansion économique des pays du Conseil de coopération du Golfe devrait continuer de se ralentir, d'autant plus qu'il faut s'attendre à de nouvelles coupes dans les dépenses publiques de ces pays. Le resserrement attendu de la politique monétaire des États-Unis d'Amérique et l'augmentation du volume des émissions d'emprunts obligataires des pays du Conseil de coopération du Golfe devraient avoir un effet dissuasif sur l'investissement en provoquant une hausse du coût du crédit. Il faut s'attendre à une croissance atone dans les autres sous-régions arabes, en raison de divers facteurs géopolitiques, de la faiblesse de la demande prévue en provenance de Chine et d'Europe et des difficultés de balance des paiements.

I. Conjoncture mondiale

1. L'économie mondiale se heurte à des complexités et des incertitudes croissantes. Les complexités sont la conséquence des politiques d'assouplissement monétaire radicales adoptées par l'Europe et le Japon, des politiques monétaires divergentes des États-Unis d'Amérique et d'autres économies développées et des excédents d'épargne croissants dans les économies développées alors même que les économies en développement souffrent d'une pénurie d'investissements. Ces complexités amplifient les incertitudes à un moment où les signes annonciateurs d'un ralentissement de l'économie mondiale se multiplient. En 2015, les pressions déflationnistes sont devenues très préoccupantes dans de nombreux pays développés et certains pays en développement, dont la Chine, qui risquent de connaître une stagnation économique à cause de la faiblesse de leur demande intérieure. Face à ces pressions déflationnistes et à la faiblesse de la demande intérieure, les banques centrales des grands pays développés, à l'exception de celle des États-Unis, ont poussé à l'extrême leurs politiques d'assouplissement quantitatif. En Europe et au Japon, les taux directeurs ont été fixés à des taux extraordinairement bas et diverses mesures d'assouplissement quantitatif ont été prises pour faciliter l'expansion économique. Or ces politiques d'assouplissement quantitatif radicales n'ont pas réussi à relancer la demande intérieure. Elles n'ont pas produit l'effet souhaité puisque l'investissement n'a pas répondu à l'appel de taux d'intérêt historiquement bas. La faiblesse persistante de l'investissement tient à un excès d'épargne considérable en Europe et au Japon. Les taux créditeurs se sont rapprochés de zéro dans plusieurs pays d'Europe ainsi qu'au Japon, où les taux d'intérêt négatifs sont devenus une réalité pour les obligations d'État à court terme. Bien que les prévisions laissent espérer que la croissance modérée de l'économie mondiale se poursuivra en moyenne en 2016, la persistance des pressions déflationnistes introduit un élément d'incertitude dans cette perspective.

2. Les États-Unis se sont distingués en étant le seul grand pays développé à réussir à sortir de la zone de danger des pressions déflationnistes. Leur robuste croissance économique s'est confirmée, avec une hausse régulière de la consommation des particuliers et des investissements en capital fixe[1]. Prenant acte de l'ancrage de la reprise économique de ces dernières années, la Réserve fédérale des États-Unis a normalisé sa politique monétaire en relevant son taux directeur de 0,25 % en décembre 2015. Il s'en est suivi quelques turbulences sur les marchés financiers, mais cette nouvelle politique monétaire devrait élargir l'écart de taux d'intérêt entre le dollar des États-Unis et les autres grandes monnaies : on s'attend à une hausse progressive des taux américains alors que ceux des autres pays développés devraient rester bas. Au début, on pensait que cette perspective d'un écart croissant entre les taux d'intérêt provoquerait une nouvelle appréciation du dollar des États-Unis par rapport aux autres grandes monnaies, y compris l'euro et le yen. Or, comme les taux créditeurs restaient peu élevés, le dollar a été plus faible que prévu pendant le premier trimestre de 2016. L'absence de réaction des taux créditeurs au relèvement du taux directeur montre que les États-Unis sont eux aussi

[1] États-Unis d'Amérique, Ministère fédéral du commerce, Bureau d'analyse économique, « Gross domestic product : fourth quarter and annual 2015 (third estimate); corporate profits : fourth quarter and annual 2015 », 25 mars 2016. Consultable en ligne à l'adresse http://www.bea.gov/newsreleases/national/gdp/2016/gdp4q15_3rd.htm.

aux prises avec un excès d'épargne, même si c'est à un moindre degré que les autres économies développées.

3. Les économies des pays en développement se sont retrouvées de plus en plus fragilisées par la rapide dégradation des perspectives économiques. La baisse substantielle des prix des matières premières a pesé sur les pays dépendant de ces matières, parmi lesquels les pays exportateurs de pétrole, en entraînant une baisse de leurs recettes fiscales et une détérioration de leur balance des paiements. La baisse des prix des matières premières n'a cependant pas suffi à améliorer la balance des paiements des pays importateurs, les termes de l'échange ne s'étant pas améliorés pour ces pays. La perspective d'une hausse des taux d'intérêt aux États-Unis ayant eu un effet dissuasif sur les flux de capitaux à destination des pays en développement, la balance des paiements de ces pays s'est de plus en plus souvent trouvée dans une situation critique. Dès le premier trimestre de 2016, plusieurs pays en développement, notamment des pays principalement exportateurs de matières premières, ont dû demander aux institutions financières internationales de soutenir leur balance des paiements. C'est là une autre conséquence paradoxale d'une situation économique mondiale qui se caractérise par un excès d'épargne dans les économies développées et une pénurie croissante d'investissements dans les économies en développement.

4. La création d'emplois est restée stagnante en 2015, sauf dans quelques pays développés comme l'Allemagne, les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. L'amélioration constatée dans ces pays n'a pas été suffisante pour compenser la dégradation de la situation de l'emploi dans les pays en développement[2], avec pour conséquence une augmentation mondiale du taux de chômage en 2015. Ces perspectives de l'emploi défavorables ont provoqué des tensions sociales et politiques dans de nombreuses régions du monde ainsi qu'un afflux de réfugiés et de migrants se rendant en Europe à travers la Méditerranée. La crise des réfugiés et des migrants a suscité des débats politiques entre des conceptions souvent radicalement opposées du rôle social et économique des réfugiés et des migrants dans les pays d'accueil. L'écart entre les situations de l'emploi dans les pays développés et les pays en développement s'élargira probablement encore en 2016. Les tensions politiques et sociales suscitées par la situation de l'emploi, le droit d'asile et les migrations devraient se poursuivre tant dans les pays développés que dans les pays en développement.

5. Les économies arabes ont été mises à rude épreuve dans un tel contexte mondial. Les tensions géopolitiques ont affecté la région, en particulier l'Iraq, la Libye, la République arabe syrienne, le Yémen et l'État de Palestine, et les conditions de sécurité dans ces pays ont eu de graves répercussions sur les pays voisins. La baisse des prix du pétrole a eu un impact important sur les pays exportateurs comme sur les pays importateurs de pétrole. La demande intérieure a commencé à fléchir dans les pays arabes exportateurs, entraînant une baisse de l'indice de confiance des entreprises, qui a entraîné à son tour une réduction des flux de capitaux et des transferts de fonds au sein de la région. Les perspectives

[2] Organisation internationale du Travail, « Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2016 », janvier 2016. Texte complet en anglais consultable à l'adresse http://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2016/WCMS_443480/lang--en/index.htm. Résumé et chapitre I en français consultable à l'adresse : http://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2016/WCMS_443504/lang--fr/index.htm.

économiques défavorables des pays d'Europe ont continué de peser sur les exportations de produits hors pétrole à partir de la région arabe, en particulier celles des pays du Maghreb. La hausse des taux d'intérêt aux États-Unis a entraîné une hausse du coût du crédit dans les économies arabes. L'expansion économique soutenue de l'Inde a eu une influence positive sur le secteur non pétrolier de la région, en particulier dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe. Ceci dit, les conditions économiques des pays environnant la région arabe sont restées difficiles tout au long de 2015.

II. Évolution du secteur des ressources naturelles

A. Secteur pétrolier

6. Selon les estimations de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), la demande mondiale de pétrole en 2015 était de 92,98 millions de barils par jour en moyenne, soit 1,54 million de barils par jour de plus qu'en 2014[3]. L'OPEP prévoit une nouvelle augmentation de la demande en 2016, qui devrait passer à 94,23 millions de barils par jour en moyenne. Elle a également estimé que l'offre totale de pétrole brut était de 95,09 millions de barils par jour en moyenne en 2015, soit une augmentation de 2,65 millions de barils par jour par rapport à 2014[4]. Il convient de noter que la demande mondiale de pétrole brut ne s'effondre pas mais, au contraire, qu'elle s'achemine vers une croissance modérée. La situation actuelle du marché est différente de la rapide chute des prix qui a suivi, en 2008, le brusque effondrement de la demande de pétrole brut. Depuis 2008, la croissance de l'offre a dépassé la croissance de la demande. La plus grande partie de cette croissance vient de pays non membres de l'OPEP, en particulier d'Amérique du Nord, où le niveau de production a augmenté rapidement et récemment atteint un pic. En décembre 2015, les États-Unis ont levé leur interdiction de l'exportation de pétrole brut, qui était en vigueur depuis plus de 40 ans. On estime qu'en 2014, l'offre excédentaire était de 1 million de barils par jour, et que cet excédent a continué à augmenter pour atteindre 2,1 millions de barils par jour en 2015[5].

7. Autrefois, lorsqu'on était en phase de baisse du prix du pétrole, l'OPEP réagissait rapidement. Elle a par exemple réduit sa production journalière de 4,2 millions de barils en décembre 2008, lorsque le marché a enregistré une importante chute des prix. La production de l'OPEP était alors déterminée en fonction de la fourchette de prix visée, ce qui laisse penser que l'OPEP pourrait prendre aujourd'hui des mesures concertées afin de limiter la production et ainsi réduire l'offre excédentaire. Cependant, il s'est avéré difficile de coordonner la production entre pays producteurs de pétrole dans les conditions de marché actuelles, où la demande continue de croître. Cette croissance de la demande s'est poursuivie en 2015, contrairement à ce qui s'était passé en 2008, quand un effondrement de la demande avait provoqué une baisse des prix. En l'absence d'un accord audacieux, contraignant et liant tous les grands pays producteurs de pétrole,

[3] Organisation des pays exportateurs de pétrole, *Monthly Oil Market Report* (14 mars 2016), p. 85, tableaux 10.1 et 10.2. Disponible à l'adresse suivante : http://www.opec.org/opec_web/en/publications/338.htm (en anglais)

[4] Ibid.

[5] Ibid.

la peur de perdre des parts de marché dissuade les pays producteurs de réduire volontairement leur production. Même s'ils parvenaient à réduire la production de manière coordonnée, il est difficile de savoir dans quelle mesure cela permettrait de faire remonter le prix du pétrole. Si les prix ne sont pas suffisamment élastiques pour réagir aux variations de la demande, une baisse de la production ne permettra pas de maximiser les recettes pétrolières. Outre ces difficultés, la production de pétrole brut en Amérique du Nord a commencé à diminuer en raison de la fermeture de puits qui n'étaient pas rentables. L'excédent d'offre actuel devrait se résorber au cours de la seconde moitié de l'année 2017, mais l'évolution de l'offre mondiale pendant le deuxième semestre de 2016 reste incertaine.

8. Si l'excédent chronique de l'offre a bien été le facteur dominant pour le marché, la spéculation sur les marchés à terme du pétrole a cependant eu, elle aussi, une influence notable sur les prix. Selon des données de la Commission fédérale de surveillance des marchés à terme des États-Unis, il existe une corrélation entre l'évolution des positions longues spéculatives nettes à long terme et l'évolution des prix du pétrole[6] qui explique la forte volatilité des prix en 2015. On prévoit qu'en 2016 et 2017 les prix du pétrole resteront inférieurs à la tendance à long terme. Comme on a récemment pu le constater, les ventes spéculatives à découvert ont fait baisser les prix, qui sont passés sous le prix plancher absolu estimé entre 35 et 40 dollars le baril. La spéculation devrait intensifier les fluctuations des prix en 2016, les acteurs du marché pétrolier étant réactifs à toute information sur l'excédent de l'offre et ses perspectives d'évolution. Compte tenu de ces facteurs et de la demande croissante, bien que lente, de pétrole brut, le prix de référence du panier de l'OPEP devrait être en moyenne de 41,5 dollars par baril en 2016 et 49,3 dollars en 2017 (voir le tableau 1).

Tableau 1
Prix du pétrole brut : montants estimatifs et prévisions[a]
(En dollars des États-Unis)

	Minimum	*Maximum*	*Moyenne annuelle*	*Moyenne annuelle prévue*		
				Inférieure	*Médiane*	*Supérieure*
2013	96,35	114,94	105,87			
2014	52,00	110,48	96,29			
2015	30,74	64,96	49,49			
2016				23,7	41,5	59,3
2017				14,8	49,3	72,2

Source : données de l'OPEP pour 2013-2015. Les chiffres pour 2016 et 2017 sont des prévisions de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale établies en mars 2016.

[a] Prix de référence du panier de l'OPEP par baril.

9. On estime que la production totale de pétrole brut de la région arabe était de 23,5 millions de barils par jour en moyenne en 2015, soit une augmentation de

[6] États-Unis, Commission fédérale de surveillance des marchés à terme, *Commitments of Traders*. Disponible à l'adresse suivante : http://www.cftc.gov/MarketReports/CommitmentsofTraders/HistoricalViewable/index.htm (en anglais).

0,5 million de barils par jour par rapport à 2014. Parmi les pays arabes producteurs de pétrole brut, les membres du CCG auraient produit 17,7 millions de barils par jour en 2015, soit à peu près le même volume que l'année précédente. La production iraquienne a continué d'augmenter grâce à l'expansion des infrastructures dans le sud du pays. La Libye est parvenue à maintenir sa production à 400 000 barils par jour en 2015, malgré le conflit armé et l'instabilité politique. Au Yémen, la production a cessé en avril 2015 en raison de l'intensification du conflit armé. Les recettes brutes totales d'exportation de pétrole de la région arabe sont estimées à 382 milliards de dollars en 2015, soit une baisse de 46 % par rapport à l'année précédente. Elles devraient encore baisser de 12 % en 2016, pour atteindre 337 milliards de dollars, ce qui représente une baisse de 61 % par rapport au maximum de 2012. Toutefois, on prévoit qu'elles se mettront à remonter en 2016 et qu'elles atteindront 421 milliards de dollars en 2017.

B. Secteur du gaz naturel

10. Au cours des dernières années, le secteur du gaz naturel est rapidement devenu un autre secteur d'exportation clef pour les pays arabes. À ce jour, l'Algérie, l'Égypte, les Émirats arabes unis, la Libye et le Qatar sont membres du Forum des pays exportateurs de gaz, tandis que l'Iraq et Oman ont le statut d'observateur. Le Yémen est également un pays exportateur de gaz depuis 2009. Cela fait plusieurs années que le Liban, la République arabe syrienne et l'État de Palestine prévoient des opérations d'exploration gazière au large de leurs côtes. Cependant, en 2015, l'intensification du conflit armé a contraint le Yémen à suspendre sa production de gaz en avril et des risques géopolitiques ont empêché les pays de l'est du bassin méditerranéen de faire avancer leurs projets d'exploration gazière. Malgré des conditions de sécurité instables, la Libye est parvenue à exporter du gaz naturel vers l'Italie par le gazoduc Greenstream. Le Qatar reste, avec l'Australie et la Fédération de Russie, l'un des exportateurs de gaz les plus importants. Au fur et à mesure que les pays d'Europe prenaient conscience de leur dépendance à l'égard du gaz russe dans un contexte de risques géopolitiques croissants liés à la situation entre la Fédération de Russie et l'Ukraine, ils se sont davantage intéressés aux pays arabes exportateurs de gaz, dans lesquels ils voient une source alternative d'approvisionnement cruciale pour le marché européen. Il est apparu que la région avait besoin d'investissements plus importants dans ses infrastructures gazières si l'on voulait augmenter ses exportations de gaz naturel par gazoduc ou transformation en gaz naturel liquéfié.

11. Selon le Centre d'information international sur le gaz naturel (CEDIGAZ), l'offre mondiale de gaz était excédentaire en 2015 et cette tendance devrait se poursuivre jusqu'en 2022, notamment dans le secteur du gaz naturel liquéfié[7]. L'excédent de l'offre mondiale est dû à la faiblesse de la demande, la surcapacité des installations de gaz naturel liquéfié et la plus grande compétitivité des autres sources d'énergie. Le marché du gaz naturel est resté segmenté par zone géographique, mais on a constaté une tendance générale à la baisse des prix de référence à la fin de l'année 2015. En janvier 2016, le prix de référence était de

[7] Armelle Lecarpentier, CEDIGAZ, « Current trends and prospects for natural gas », 4 décembre 2015. Disponible à l'adresse suivante: http://www.cedigaz.org/documents/2015/PresAB2015.pdf (en anglais)

5,09 dollars par million d'unités thermales britanniques (BTU) pour l'Europe, de 9 dollars pour le Japon et de 2,27 dollars pour les États-Unis[8]. Les institutions ont fait des efforts pour améliorer les transactions de gaz et trouver une solution à la segmentation actuelle du marché. Par exemple, elles ont récemment introduit des marchés de contrats à terme pour le gaz naturel liquéfié à Singapour, ce qui devrait faciliter les opérations au comptant et profiter aux pays importateurs comme aux pays exportateurs. Toutefois, on estime que la situation restera difficile pour les exportateurs de gaz souhaitant multiplier les opérations au comptant, compte tenu de l'excédent d'offre prévu sur le long terme.

C. Secteur des phosphates

12. Le secteur des phosphates reste d'une importance stratégique pour la région arabe. Malgré la faiblesse persistante de la demande d'engrais sur les marchés mondiaux, ce secteur a connu des avancées qui ont été rendues possibles grâce à des partenariats interrégionaux impliquant des investissements directs étrangers. Selon les estimations de l'Association internationale de l'industrie des engrais, au cours de la campagne agricole 2015-2016, la demande mondiale d'engrais baissera de 0,1 %, soit 183,4 millions de tonnes, et la demande de phosphore de 0,9 %, soit 41,1 millions de tonnes, par rapport à la saison agricole précédente[9]. Le cours peu élevé des produits agricoles a eu pour effet de réduire la demande globale d'engrais, et on prévoit que la croissance de la demande restera faible pour la prochaine campagne agricole. Au cours de la même période, la capacité de production d'hydrogénophosphate d'ammonium, un des engrais à base de phosphore les plus utilisés, a continué d'augmenter. L'expansion d'une usine d'engrais à Jorf Lasfar, en particulier, a eu pour effet d'accroître la capacité de production du Maroc et d'en faire l'un des principaux pays exportateurs.

13. Le cours du phosphate naturel s'est stabilisé après une chute de 51 % par rapport à son maximum de 2011. En moyenne annuelle, il a légèrement augmenté, passant de 110,2 dollars la tonne métrique en 2014 à 117,5 dollars en 2015[10]. Au cours de la même période, le cours de l'hydrogénophosphate d'ammonium a baissé de 26 % par rapport à son maximum de 485,24 dollars la tonne métrique atteint en février 2015. Le cours du phosphate naturel devrait se maintenir à son niveau actuel et celui de l'hydrogénophosphate d'ammonium, dont le cours suit celui du phosphate naturel, devrait se stabiliser en 2016. Toutefois, on ne s'attend pas à une hausse importante des prix dans ce secteur, le problème structurel de l'offre excédentaire au niveau mondial restant inchangé en 2016.

---

[8] Fonds monétaire international, « IMF primary commodity prices ». Disponible à l'adresse suivante : http://www.imf.org/external/np/res/commod/index.aspx (en anglais).

[9] Patrick Heffer et Michel Prud'homme, Association internationale de l'industrie des engrais, « Short-term fertilizer outlook 2015-2016 », novembre 2015. Disponible à l'adresse suivante : http://www.fertilizer.org/imis20/images/Library_Downloads/2015_ifa_paris_summary.pdf?WebsiteKey=411e9724-4bda-422f-abfc-8152ed74f306&=404 %3bhttp %3a %2f %2fwww.fertilizer.org %3a80 %2fen %2fimages %2fLibrary_Downloads %2f2015_ifa_paris_summary.pdf (en anglais).

[10] Banque mondiale, Global Economic Monitor Commodities database. Disponible à l'adresse suivante : http://databank.worldbank.org/data/views/variableselection/selectvariables.aspx?source=Global-Economic-Monitor- %28GEM %29-Commodities (en anglais).

III. Évolution de la conjoncture régionale

A. Vue d'ensemble

14. La faiblesse des cours du pétrole et la diminution brutale des recettes provenant des exportations de pétrole ont eu des répercussions négatives sur les économies arabes en 2015. D'après les estimations, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel dans la région arabe a été de 0,9 % en moyenne en 2015 (voir tableau 2). Le principal facteur de fluctuation est la croissance négative en Libye, en République arabe syrienne et au Yémen. Malgré la chute des cours du pétrole, les pays du CCG sont restés le pôle de croissance de la région arabe en 2015. Les conflits armés et la violence en Iraq, en Libye, en République arabe syrienne, au Yémen et dans l'État de Palestine ont continué de nuire au développement socioéconomique de la région et d'avoir des conséquences préjudiciables non seulement pour ces pays mais aussi pour leurs voisins, c'est-à-dire l'Égypte, la Jordanie, le Liban et la Tunisie. Le secteur du tourisme dans le Machrek et le Maghreb a connu une baisse d'activité en raison de l'aggravation de l'insécurité. La situation de la balance des paiements s'est détériorée dans l'ensemble de la région, les apports de capitaux étrangers s'étant amenuisés dans les pays ayant un déficit courant.

B. Pays du Conseil de coopération du Golfe

15. On estime à 3 % la croissance du PIB de la sous-région des pays du CCG en 2015, contre 3,4 % en 2014. La variation des taux de croissance parmi les pays du CCG dénote les résultats du secteur non pétrolier et l'importance du secteur pétrolier. Les activités de raffinage ont conservé une valeur ajoutée importante dans le secteur pétrolier en termes réels car la demande de produits pétroliers s'est maintenue. La croissance du secteur non pétrolier s'est poursuivie, bien qu'à un rythme plus lent, dans tous les pays du CCG. Les actifs financiers et les biens immobiliers ont perdu de la valeur dans ces pays, signe d'une perte de confiance dans les affaires et d'un fléchissement des cours du pétrole. La croissance de la masse monétaire au sens large a stagné en raison de la faible croissance du crédit. Le secteur financier des pays du CCG a maintenu un bon bilan malgré la hausse des frais financiers qui a amoindri sa rentabilité.

16. On prévoit que les taux de croissance du PIB des pays du CCG diminueront encore en 2016. Les frais financiers devraient augmenter dans ces pays sous l'influence du relèvement attendu des taux d'intérêt par la Réserve fédérale des États-Unis. Les frais financiers devraient aussi se ressentir des effets d'éviction de l'augmentation prévue des émissions d'emprunts obligataires de l'État dans les pays du CCG. Les coupes dans les dépenses publiques devraient affaiblir la demande intérieure au Bahreïn, en Oman, en Arabie saoudite et dans les Émirats arabes unis. Le Koweït et le Qatar devraient maintenir leur niveau de dépenses budgétaires en termes de PIB nominal. Le ralentissement de la croissance en Chine aurait probablement des répercussions négatives, mais la solide croissance en Inde devrait soutenir le secteur non pétrolier du CCG. Le taux de croissance réel du PIB de la sous-région devrait être en moyenne de 2,1 % en 2016. Parmi les pays du CCG, le Bahreïn, l'Oman, le Qatar et les Émirats arabes unis devraient connaître une croissance supérieure à la moyenne sous-régionale. La croissance devrait se ralentir en Arabie saoudite, principalement en raison des coupes importantes dans les

dépenses d'équipement et la hausse des frais financiers. Le Koweït devrait enregistrer une croissance constante, qui préluderait à l'accroissement de la demande intérieure. Pour 2016, on prévoit un taux de croissance de 2,4 % pour le Bahreïn, de 1,4 % pour le Koweït, de 2,1 % pour l'Oman, de 3,5 % pour le Qatar, de 1,7 % pour l'Arabie saoudite et de 2,4 % pour les Émirats arabes unis.

Tableau 2
Croissance réelle du PIB et taux d'inflation des prix à la consommation dans la région arabe, 2013-2017
(Variation annuelle en pourcentage)

	Taux de croissance réelle du PIB					*Taux d'inflation des prix à la consommation*				
Pays/région	*2013*[a]	*2014*[a]	*2015*[b]	*2016*[c]	*2017*[c]	*2013*	*2014*	*2015*[b]	*2016*[c]	*2017*[c]
Bahreïn	5,4	4,5	2,9	2,4	2,7	3,3	2,7	1,8	2,6	2,0
Koweït	1,2	-1,6	0,4	1,4	3,0	2,6	2,9	3,3	3,3	3,6
Oman	3,9	2,9	3,3	2,1	2,7	1,3	1,0	0,1	1,7	2,0
Qatar	4,6	4,0	4,2	3,5	4,1	3,1	3,0	1,8	1,3	1,5
Arabie saoudite	2,7	3,6	3,4	1,7	2,4	3,5	2,7	2,2	2,1	1,7
Émirats arabes unis	4,3	4,6	3,0	2,4	2,9	1,1	2,2	4,2	2,3	2,7
Pays membres du CCG	**3,3**	**3,4**	**3,0**	**2,1**	**2,8**	**2,7**	**2,5**	**2,6**	**2,2**	**2,2**
Égypte[d]	2,1	3,5	2,1	2,6	3,1	9,5	10,1	10,4	9,2	10,0
Iraq	7,6	-0,6	-2,8	1,5	5,4	1,9	2,2	1,4	1,8	2,0
Jordanie	2,8	3,1	2,4	1,9	2,4	4,8	2,9	-0,9	1,1	1,5
Liban	3,0	2,1	1,3	1,4	1,9	5,7	1,7	-3,7	0,5	1,2
République arabe syrienne[e]	-16,9	-11,6	-8,1	-6,5	-5,0	87,7	24,3	37,3	44,0	35,7
État de Palestine	2,2	-0,2	3,5	3,1	3,8	1,7	1,7	1,4	1,2	1,7
Machrek	**1,5**	**0,5**	**-0,3**	**1,1**	**2,7**	**15,9**	**8,5**	**9,3**	**10,1**	**9,6**
Algérie	2,8	3,8	3,2	1,7	2,2	4,1	3,9	4,4	3,9	4,3
Libye	-30,8	-47,7	-22,0	-5,2	-3,3	2,6	2,4	8,6	11,0	10,0
Maroc	4,7	2,4	4,3	2,7	2,9	1,9	0,4	1,6	1,2	1,7
Tunisie	2,4	2,3	0,8	1,6	2,4	5,8	4,9	4,9	4,2	4,0
Maghreb	**-3,1**	**-6,4**	**-1,6**	**0,7**	**1,4**	**3,5**	**2,9**	**4,5**	**4,6**	**4,7**
Comores	3,5	3,9	3,6	4,0	4,2	1,6	1,4	2,2	2,0	2,2
Djibouti	5,0	6,0	4,7	5,0	5,0	2,5	3,0	2,7	2,2	2,5
Mauritanie	5,7	6,4	3,7	3,4	3,5	4,1	3,5	0,5	1,2	2,0
Somalie[f]	–	3,7	2,7	3,4	4,3	4,5	1,3	4,0	3,2	2,9
Soudan	5,3	2,5	3,2	3,6	4,0	36,5	36,9	16,9	15,1	14,6

	Taux de croissance réelle du PIB					*Taux d'inflation des prix à la consommation*				
Pays/région	*2013*[a]	*2014*[a]	*2015*[b]	*2016*[c]	*2017*[c]	*2013*	*2014*	*2015*[b]	*2016*[c]	*2017*[c]
Yémen	3,2	1,5	-34,6	-11,1	-7,5	11,0	8,0	30,0	35,0	32,5
Pays arabes les moins avancés	**4,5**	**2,5**	**-7,3**	**-0,5**	**0,8**	**26,5**	**25,7**	**19,2**	**19,4**	**18,4**
Total, région arabe[g]	**1,8**	**0,9**	**0,9**	**1,5**	**2,4**	**7,2**	**5,2**	**5,4**	**5,4**	**5,2**

Source : Sources nationales.

[a] Les chiffres du PIB pour 2013 et 2014 proviennent de sources nationales, sauf indication contraire.
[b] Estimations de mars 2016.
[c] Prévisions de mars 2016.
[d] Pour le taux de croissance du PIB de l'Égypte, les chiffres sont ceux de l'exercice financier qui se termine en juin.
[e] Les taux de croissance du PIB de la République arabe syrienne pour 2013-2015 sont basés sur les estimations du programme de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale intitulé « The national agenda for the future of Syria ».
[f] Le taux de croissance du PIB et le taux d'inflation des prix à la consommation de la Somalie sont tirés du rapport de 2015 sur le pays du Fonds monétaire international, qui peut être consulté à l'adresse suivante : https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2015/cr15208.pdf.
[g] Les données pour les groupes de pays sont des moyennes pondérées, le coefficient étant proportionnel au PIB de 2010.

C. Orient arabe (Machrek)

17. Selon les estimations, les économies de la sous-région du Machrek ont régressé de 0,3 % en moyenne en 2015, après avoir connu une croissance de 0,5 % en 2014. Le principal facteur compromettant la croissance dans la sous-région est le désastre économique que connaissent l'Iraq et la République arabe syrienne, pays touchés par des conflits. La poursuite des conflits armés et des affrontements violents en Iraq, en République arabe syrienne et dans l'État de Palestine a fortement compromis les activités économiques. Le maintien du blocus dans la bande de Gaza a empêché la reconstruction de l'infrastructure économique et des installations de production détruites en 2014. L'expansion de la demande intérieure en Jordanie et au Liban s'est ralentie, ce qui a contribué en partie à la déflation des prix à la consommation. La croissance a été insuffisante dans ces deux pays pour leur permettre de maintenir leurs niveaux de vie, compte tenu du grand nombre de réfugiés syriens qu'ils accueillent. La situation de la balance des paiements est demeurée très précaire en Égypte, ce qui a compromis le relèvement économique du pays.

18. On prévoit que les économies de l'Orient arabe enregistreront un taux de croissance de 1,1 % en moyenne en 2016. Le repli économique en République arabe syrienne devrait être moins prononcé. La production de pétrole brut en Iraq devrait croître encore, compensant ainsi la faible croissance de la demande intérieure causée par le conflit armé auquel le pays est en proie. La croissance devrait rester faible au Liban et en Jordanie en raison des facteurs géopolitiques qui pèsent sur leurs perspectives économiques. En outre, la hausse des frais financiers devrait entraver l'investissement dans ces deux pays. L'Égypte devrait maintenir son niveau de croissance actuel, le potentiel de croissance du pays étant contenu par la situation

de la balance des paiements qui demeure très précaire. L'État de Palestine devrait connaître une croissance modérée, qui sera cependant insuffisante pour permettre la reconstruction de la bande de Gaza. Pour 2016, on prévoit un taux de croissance de 2,6 % pour l'Égypte, de 1,5 % pour l'Iraq, de 1,9 % pour la Jordanie, de 1,4 % pour le Liban et de 3,1 % pour l'État de Palestine. La République arabe syrienne devrait subir un repli économique de 6,5 % en 2016.

D. Maghreb

19. Selon les estimations, les économies du Maghreb ont subi une régression de 1,6 % en moyenne en 2015, après un recul de 6,4 % en 2014. La croissance moyenne de la sous-région est restée très étroitement liée à la croissance libyenne qui, selon les estimations, a été négative pendant trois années consécutives. La demande intérieure s'est effondrée en Libye en raison de l'instabilité politique et du conflit armé. La production pétrolière et gazière s'est maintenue à un certain niveau, mais elle était insuffisante pour freiner la régression de l'économie libyenne. En 2015, au Maroc, une augmentation de la production agricole a relancé la croissance dans ce secteur, mais les autres secteurs ont maintenu une croissance stable. En Tunisie, la croissance économique s'est fortement ralentie, la détérioration de la situation de la balance des paiements ayant limité l'expansion de la demande intérieure. De multiples atteintes à la sécurité ont eu un effet préjudiciable sur le secteur du tourisme, ce qui a entraîné une réduction importante des exportations de services. L'investissement public est demeuré le principal moteur de croissance en Algérie, malgré la diminution des recettes pétrolières et gazières.

20. Dans l'ensemble, on prévoit que la sous-région du Maghreb enregistrera une croissance économique de 0,7 % en 2016. La récession économique devrait se poursuivre en Libye, mais à un degré moindre. La croissance devrait se ralentir au Maroc, la production agricole devant être inférieure à celle de 2015. En Tunisie, l'expansion de la demande intérieure devrait être faible car la balance des paiements devrait continuer d'être en grosse difficulté. De plus, le conflit armé en Libye devrait entraîner des problèmes d'insécurité, ce qui pose un risque de récession. En Algérie, la croissance économique devrait se ralentir en raison de la diminution des dépenses publiques dans le cadre de l'assainissement budgétaire. Pour 2016, on prévoit un taux de croissance de 1,7 % pour l'Algérie, de 2,7 % pour le Maroc et de 1,6 % pour la Tunisie. L'économie libyenne devrait reculer de 5,2 %.

E. Pays arabes les moins avancés

21. Selon les estimations, l'économie des pays arabes les moins avancés a régressé de 7,3 % en moyenne en 2015. Le Soudan a réussi à maintenir une expansion économique robuste malgré de graves difficultés de balance des paiements. Des progrès ont été faits dans la diversification des produits d'exportation et l'économie semblait plus solide, après des années d'une instabilité qui durait depuis 2012. En Mauritanie, la croissance a stagné en raison de la faiblesse des cours du minerai de fer. L'investissement dans la prospection de minéraux s'est ralenti et la croissance dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche était suffisante pour maintenir l'expansion de la demande intérieure au même niveau que les années précédentes. Les Comores ont maintenu une croissance stable en 2015, conformément à la tendance à long terme. Grâce à une intense activité portuaire stimulée par

l'économie éthiopienne florissante, Djibouti a connu une croissance économique constante. La violence armée a fortement réduit l'activité économique au Yémen, la production pétrolière et gazière s'étant arrêtée en avril. L'infrastructure économique yéménite a été fortement endommagée par le conflit armé .

22. On prévoit que le PIB réel des pays arabes les moins avancés diminuera de 0,5 % en moyenne en 2016. Une perspective d'expansion de la demande intérieure devrait s'offrir au Soudan, car on prévoit une légère amélioration de la situation de la balance des paiements du pays. La croissance économique devrait se ralentir en Mauritanie car la demande intérieure devrait croître très peu et les flux de capitaux étrangers continuer de diminuer. Les répercussions de la faiblesse des cours du minerai de fer se font actuellement sentir, la situation très précaire de la balance des paiements entravant l'expansion de la demande intérieure. Au Yémen, l'évolution de l'économie est tributaire de l'évolution des conditions de sécurité. Cela étant, on prévoit une croissance négative en raison de la grave implosion de la demande intérieure conjuguée à la destruction de l'infrastructure économique. Pour 2016, on prévoit un taux de croissance du PIB de 4 % pour les Comores, de 5 % pour Djibouti, de 3,4 % pour la Mauritanie, de 3,4 % pour la Somalie et de 3,6 % pour le Soudan. Le Yémen devrait être en récession économique, son PIB réel devant diminuer de 11,1 %.

F. Prix et inflation

23. Selon les estimations, le taux d'inflation annuel moyen de l'indice des prix à la consommation dans la région arabe a été de 5,4 % en 2015, contre 5,2 % en 2014 (voir le tableau 2). Dans les pays du CCG, la faiblesse des cours internationaux des produits de base a compensé certaines tensions inflationnistes, telles que la hausse des prix des matériaux de construction entraînée par les réformes des régimes de subvention. La faible inflation dans la zone euro a eu des répercussions dans plusieurs pays, notamment la Jordanie, le Liban et la Mauritanie. La Jordanie et le Liban ont ainsi connu des taux d'inflation négatifs en 2015. L'inflation a certes été contenue en Iraq et dans l'État de Palestine, mais cela ne signifie pas que leurs chaînes d'approvisionnement fonctionnaient efficacement. En effet, l'activité économique de ces deux pays s'est heurtée à des difficultés logistiques liées aux conflits. En Égypte, l'inflation s'est maintenue à un niveau élevé en raison de problèmes monétaires. La République arabe syrienne et le Yémen ont pâti d'une hyperinflation résultant des conflits sur leur territoire. La Libye a également connu une hausse rapide de son indice des prix à la consommation à la fin de l'année 2015. Au Soudan, l'hyperinflation a montré des signes de stabilisation en 2015.

24. Le taux d'inflation moyen de la région arabe, calculé sur la base de l'indice des prix à la consommation, devrait s'élever à 5,4 % en 2016. Les cours internationaux des produits de base devraient rester bas, ce qui permettra de maintenir l'inflation à un faible niveau dans la plupart des pays arabes. La hausse des prix des matériaux de construction entraînée par les réformes des régimes de subventions dans les pays du CCG devrait avoir un effet modéré sur le niveau général des prix dans ces pays. Au Soudan, le taux d'inflation devrait se stabiliser à son niveau de 2015. L'inflation devrait en revanche s'intensifier en Libye, poursuivant la tendance de 2015. En République arabe syrienne, l'inflation devrait rester élevée du fait de sévères contraintes de change. En Égypte, le taux d'inflation devrait rester aux alentours de 10 % en 2016 en raison de problèmes monétaires. Le

Yémen devrait quant à lui connaître une hyperinflation découlant du déséquilibre considérable de sa balance des paiements et de ses graves problèmes monétaires.

G. Taux de change

25. La dépréciation progressive des monnaies nationales algérienne, libyenne, mauritanienne, marocaine et tunisienne par rapport au dollar des États-Unis s'est poursuivie, ce qui s'explique principalement par l'affaiblissement de l'euro, dont les taux de change avec les monnaies de ces pays sont généralement restés stables. La monnaie nationale du Koweït, qui est indexée sur un panier de monnaies étrangères, dont l'euro, est elle aussi restée faible par rapport au dollar. Les pays membres du CCG, ainsi que Djibouti, l'Iraq, la Jordanie et le Liban, ont continué d'indexer leurs monnaies sur le dollar. L'Égypte a organisé une dépréciation en bon ordre de la livre égyptienne, dont le taux de change est passé progressivement de 7,60 livres à 8,8 livres pour 1 dollar des États-Unis. Le Soudan est également parvenu à déprécier progressivement sa monnaie nationale, la livre soudanaise, dont le taux de change s'est établi à 6,5 livres pour 1 dollar des États-Unis. La valeur de la livre syrienne a continué de chuter, son taux de change étant passé de 198 livres pour 1 dollar en janvier 2015 à 442 livres pour 1 dollar en mars 2016. Le conflit armé a entraîné une forte dépréciation du rial yéménite, dont le taux de change pour 1 dollar est passé de 215 rials en mars 2015 à 280 rials en mars 2016. Les monnaies nationales égyptienne, libyenne, soudanaise, syrienne, tunisienne et yéménite devraient continuer de se déprécier en 2016.

H. Dynamique sociale et emploi

26. Les déplacements massifs de populations se sont multipliés dans la région arabe en 2015 en raison de l'intensification des conflits armés en Iraq, en Libye, en République arabe syrienne et au Yémen. Les flux de réfugiés et de migrants ont atteint des niveaux sans précédent, reflétant les crises humanitaires dans la région. L'afflux en Europe de réfugiés en provenance de la région arabe, notamment des Iraquiens et des Syriens, a mis en évidence le désespoir des personnes déplacées.

27. Les taux de chômage sont restés élevés dans la région arabe. Selon les chiffres les plus récents disponibles pour 2015, ils étaient les suivants : Égypte : 12,7 % (au deuxième trimestre)[11]; Jordanie : 13,6 % (au quatrième trimestre)[12]; Maroc : 9,2 % (au quatrième trimestre)[13]; Tunisie : 15,4 % (au quatrième trimestre)[14]; Arabie

[11] Égypte, Agence centrale pour la mobilisation de l'opinion publique et la statistique, « Labor force, employment and unemployment in Egypt » (30 mars 2016). Disponible à l'adresse : http://www.msrintranet.capmas.gov.eg/pepo/Labour%20Force/sdds_lb1_e.pdf (en anglais uniquement).

[12] Jordanie, Département de statistique, communiqué de presse du 8 février 2016. Disponible à l'adresse : http://dos.gov.jo/dos_home_e/main/archive/Unemp/2015/Emp_2015-q4.pdf (en anglais uniquement).

[13] Maroc, Haut-Commissariat au Plan, « La situation du marché du travail au quatrième trimestre de l'année 2015 » (30 mars 2016). Disponible à l'adresse : http://www.hcp.ma/La-Situation-du-marche-du-travail-au-quatrieme-trimestre-de-l-annee-2015_a1665.html.

[14] Tunisie, Institut national de la statistique, « Enquête nationale sur la population et l'emploi » (30 mars 2016). Disponible à l'adresse : http://www.ins.nat.tn/indexen.php.

saoudite : 11,5 % parmi les ressortissants saoudiens (au deuxième semestre 2015)[15]; État de Palestine : 25,8 % (au quatrième trimestre)[16]. L'écart entre le taux de chômage des femmes et celui des hommes s'est creusé dans ces pays, le taux d'emploi des femmes s'étant détérioré. La flambée du taux de chômage des femmes observée ces dernières années dans l'État de Palestine est particulièrement alarmante, ce taux s'étant envolé à 39,7 % au quatrième trimestre 2015[17], alors qu'il était de 26,8 % en 2010. En Arabie saoudite, Jordanie et Tunisie, où l'écart entre le taux de chômage des hommes et celui des femmes s'était réduit à la fin de l'année 2014, cette tendance s'est inversée en 2015. L'intensification des conflits armés a eu un effet dévastateur sur les conditions d'emploi en Iraq, en Libye, en République arabe syrienne et au Yémen. Les conflits dans les pays arabes concernés ont continué de pousser les habitants à émigrer, un nombre croissant d'entre eux ayant perdu leurs sources de revenus et leurs économies et dépendant entièrement de l'aide humanitaire.

IV. Évolution politique

28. Les décideurs de la région arabe continuent de se heurter à d'importantes contraintes, qui les ont empêchés d'adopter des politiques visant à stimuler la demande intérieure. Une politique monétaire plus rigoureuse, conjuguée à la hausse des coûts de financement dans la région arabe et dans les pays du CCG en particulier, freinerait considérablement la croissance dans la région, car les budgets des pays arabes ont déjà été comprimés suite à la chute du prix du pétrole l'année dernière. La Réserve fédérale américaine a décidé, le 16 décembre 2015, de relever ses taux d'intérêt de 0,25 point de pourcentage, faisant passer à entre 0,25 % et 0,5 % la fourchette fixée pour le taux des fonds fédéraux, qui se situait jusqu'alors entre 0 % à 0,25 %. Il s'agissait de la première modification du taux d'intérêt des États-Unis depuis 2008 et du premier relèvement depuis 2006. Cette décision a eu des effets sur la politique monétaire des pays de la région arabe dont les monnaies sont indexées, officiellement ou officieusement, sur le dollar, à savoir l'Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, les Émirats arabes unis, la Jordanie, le Liban, Oman et le Qatar. Elle a également eu des répercussions sur la politique monétaire du Koweït, dont la monnaie est indexée sur un panier de monnaies dans lequel le dollar occupe une place importante. À la suite de la décision de la Réserve fédérale américaine, les banques centrales de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Émirats arabes unis et du Koweït ont relevé leurs taux respectifs de rémunération des dépôts de 0,25 point de pourcentage.

29. Les effets à court terme de ces changements de politique ont cependant été limités, ce qui s'explique en partie par le fait que les marchés financiers des États-Unis et de la région arabe les avaient anticipés. Une légère hausse des coûts de financement, ne dépassant pas les limites attendues, a été observée dans la région.

---

[15] Arabie saoudite, Autorité générale de la statistique (30 mars 2016). Disponible à l'adresse : http://www.stats.gov.sa/en/node/4932.

[16] État de Palestine, Bureau central palestinien de statistique, « Labour force survey (October-December, 2015) Round (Q4/2015) » (30 mars 2016). Disponible à l'adresse : http://www.pcbs.gov.ps/portals/_pcbs/PressRelease/Press_En_LFSQ42015E.pdf (en anglais uniquement).

[17] Ibid.

Des effets à moyen et à long terme devraient cependant se faire sentir dans l'ensemble de la région. Les coûts de financement devraient augmenter dans les pays du CCG en raison de la politique monétaire des États-Unis. Les banques centrales algérienne, égyptienne, jordanienne, marocaine et tunisienne n'ont plus la possibilité de recourir à des mesures monétaires pour stimuler la demande intérieure. En 2015, les taux d'intérêt directeurs ont été revus à la baisse en Égypte (en janvier), en Jordanie (en janvier, février et juillet) et en Tunisie (en octobre) à mesure que les tensions inflationnistes s'atténuaient dans ces pays en raison de la baisse des prix des produits de base, notamment de l'énergie et des denrées alimentaires. Toutefois, la dégradation de sa balance des paiements a contraint l'Égypte à relever ses taux d'intérêt en décembre 2015 et en mars 2016. Il est peu probable que les banques centrales de la région arabe prennent des mesures d'assouplissement monétaire en 2016 au vu de la conjoncture financière internationale actuelle. Il se peut que l'Égypte et la Tunisie durcissent leur politique monétaire afin de rééquilibrer leur balance des paiements.

30. Les soldes budgétaires des pays du CCG se sont brusquement détériorés en 2015 en raison de la chute des prix du pétrole et du fait que ces pays n'ont pas alors réduit leurs dépenses. Des coupes budgétaires, en particulier sur les dépenses en capital, devraient être opérées dans les pays du CCG, à l'exception du Koweït et du Qatar. Ces deux pays devraient maintenir une politique budgétaire neutre en termes de PIB nominal. Les gouvernements de pays arabes d'autres sous-régions continuent d'axer leurs politiques sur l'assainissement des finances publiques alors que leurs prévisions de recettes demeurent faibles. Il est devenu essentiel pour ces pays d'obtenir une aide extérieure directe ou indirecte pour maintenir le niveau de leurs dépenses d'équipement, notamment pour les projets de développement. Dans l'État de Palestine, la reconstruction de la bande de Gaza s'est progressivement accélérée depuis le conflit de 2014 même si, en février 2016, la part des fonds effectivement versés représentait 39 % seulement de l'aide promise par les donateurs internationaux[18].

V. Perspectives

31. En moyenne, le taux de croissance des pays de la région arabe devrait s'élever à 1,5 % en 2016. Du fait de la baisse des prix du pétrole et des recettes pétrolières, il est probable que les pays du GCC se trouveront relativement affaiblis sur le double plan budgétaire et de leur balance des paiements. Toutefois, ils ne devraient pas subir de contraintes budgétaires ou extérieures entravant la croissance de leur demande intérieure. Le moral des entreprises et la confiance des consommateurs demeurent faibles, mais une croissance stable de la demande intérieure est prévue pour les deux prochaines années dans ces pays, du fait, en partie, de la croissance rapide de l'économie indienne. Les pays membres du CCG se heurtent à des difficultés dans la poursuite de leurs stratégies de diversification économique. Ils ont fait des efforts véritables pour faire face à la baisse du prix du pétrole, comme l'atteste une série de réformes concernant notamment les régimes de subvention. Leurs économies ayant une certaine marge de manœuvre, les gouvernements des

[18] Banque mondiale, « Reconstructing Gaza – Donor pledges », 16 mars 2016. Disponible à l'adresse: http://www.worldbank.org/en/programs/rebuilding-gaza-donor-pledges (en anglais uniquement).

pays du CCG devraient réussir à progresser dans l'adaptation de leurs budgets à la nouvelle « norme » que représentent des recettes pétrolières fortement diminuées.

32. Les pays arabes du Machreq et du Maghreb et les pays arabes les moins avancés ont bénéficié de la baisse des prix des produits de base, notamment des denrées alimentaires et de l'énergie. Toutefois, ce bénéfice a été nettement plus faible que prévu. La légère amélioration de leurs balances commerciales a été compensée par la diminution des entrées de capitaux étrangers découlant du changement de politique monétaire des États-Unis. Par conséquent, leurs balances des paiements se sont généralement dégradées puisqu'il leur devenait de plus en plus difficile de financer les déficits de leur compte courant. Cette dégradation sera un grand frein à la croissance économique en 2016 dans ces pays, tout comme la conjoncture économique difficile en Iraq, en Libye, en République arabe syrienne, au Yémen et dans l'État de Palestine, qui sont tous le théâtre de conflits. La dégradation de la balance des paiements restreindra la croissance de la demande intérieure et précarisera les conditions de vie des habitants si une aide extérieure ne leur est pas fournie, et il est à prévoir que les besoins en aide extérieure des sous-régions concernées augmenteront en 2016.

33. Marquée, d'une part, par l'excès d'épargne des économies développées et, d'autre part, par la dégradation des balances de paiement dans les économies en développement, l'économie mondiale devient de plus en plus clivée. Les mécanismes de marché n'ont pas réussi à répartir de façon équilibrée les fonds disponibles pour le développement entre économies développées et économies en développement. Les conséquences socioéconomiques de ce déséquilibre sont inquiétantes, particulièrement lorsqu'elles se conjuguent à des risques géopolitiques préexistants qui ont déjà eu des effets négatifs sur l'activité économique, notamment dans la région arabe. L'épargne excédentaire disponible doit être investie et employée pour rééquilibrer la balance des paiements des économies en développement, notamment celles de la région arabe. L'aide régionale et internationale est de plus en plus essentielle pour soutenir les efforts visant à remédier aux problèmes macroéconomiques et pour poser des fondations solides sur lesquelles asseoir le développement économique et social durable des pays concernés.